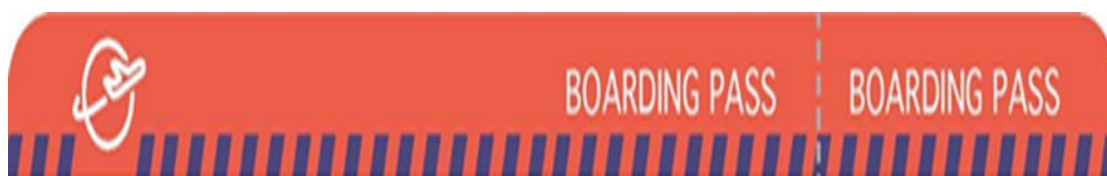




Belgique



France



Pays-Bas



Suisse

Les bons plans de l'EVRAS

ACTES DE LA JOURNEE DE REFLEXION DU 25 OCTOBRE 2018

Table des matières

Introduction	3
Pour une approche globale en éducation sexuelle : recommandations internationales .	5
Le référentiel Un seul programme de l'IPPF	5
L'éducation sexuelle. Définitions, programmes et recommandations	7
Les cadres de l'éducation sexuelle en Europe de l'Ouest	14
L'éducation sexuelle complète : un concept actualisé.....	18
Différents modèles d'éducation sexuelle	20
Pays-Bas	20
Flandre	22
France	23
Suisse	27

Introduction

Caroline WATILLON, FLCPF

En juillet 2012, le Parlement de la Communauté Française a ajouté un point au Décret mission de l'enseignement, obligeant tout établissement scolaire à prendre des « initiatives » pour mettre en place une Education à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle (EVRAS). On pourrait s'en réjouir ; mais le flou autour de l'application de ce décret induit des effets pervers ; les experts de cette éducation sexuelle ne sont pas identifiés et il en va de même des thématiques prioritaires.

Ainsi, un professeur de biologie, voire même de religion, pourrait très bien être mandaté par son école pour donner des cours d'EVRAS, à défaut d'un véritable programme. Par ailleurs, certaines écoles font appel – parfois sans le savoir – à des associations anti-choix. Ces associations portent des valeurs comme celles de la fidélité, de l'engagement et de l'abstinence mais surtout, un discours anti-avortement.

En tant que Fédération Laïque, nous pensons que l'éducation sexuelle dans le cadre scolaire ne devrait en aucun cas se trouver teintée d'un discours religieux, moralisateur et non-émancipateur.

Par ailleurs, l'un des enjeux de l'EVRAS en Belgique francophone, est sa véritable généralisation. Nous voulons une éducation sexuelle de qualité pour toutes et tous. Pour cette raison, et pour contrer ces associations anti-choix qui entrent dans les écoles, nous pensons que l'EVRAS doit bénéficier d'un cadre de référence.

Ce cadre, permettrait de définir une vision et des objectifs. Il permettrait aussi de déterminer qui fait quoi, et donc quelle est la place de chaque association ou service. Ce cadre serait aussi une balise pour garantir un discours neutre, et un outil pour défendre une vision de l'éducation sexuelle. Pour défendre notre secteur, celui du planning familial et de la santé sexuelle. Un cadre, enfin, et c'est peut-être là le plus important, permettrait une égalité dans l'accès à l'information.

Dans un souci d'équité pour le public final, nous croyons en la nécessité d'un cadre de référence. C'est pourquoi la FLCPF, en collaboration avec SIDASOS, a mis en place le projet « Stratégies Concertées EVRAS » qui entend produire ce cadre, pour l'EVRAS scolaire à Bruxelles et en Wallonie, d'ici 2025.

Dans ce contexte, il nous semblait évident de préparer ce deuxième salon sur la thématique des cadres et référentiels.

Nous verrons ce que préconisent les recommandations internationales et en quoi un cadre à l'éducation sexuelle est une chose nécessaire.

Mais ce salon, c'est aussi la promesse d'un voyage, en Flandre, aux Pays-Bas, en France et en Suisse. En effet, comme rien ne se perd et rien ne se crée, nous avons décidé d'inviter des oratrices et orateurs à nous présenter leur cadre national ou régional, comme autant d'enseignements pour mener à bien les travaux qui nous attendent.

Michel Foucault dans son histoire de la sexualité, en parlant du développement de la bourgeoisie victorienne, écrit :

« Les enfants, par exemple, on sait bien qu'ils n'ont pas de sexe : raison de leur interdire, raison pour défendre qu'ils en parlent, raison pour se fermer les yeux et se boucher les oreilles partout où ils viendraient à en faire montre, raison pour imposer un silence général et appliqué. Tel serait le propre de la répression, et ce qui la distingue des interdits que maintient la simple loi pénale : elle fonctionne bien comme condamnation à disparaître, mais aussi comme injonction de silence, affirmation d'inexistence, et constat, par conséquent, que de tout cela il n'y a rien à dire, ni à voir, ni à savoir. »

Nous pensons que formaliser et professionnaliser davantage l'EVRAS, la cadrer, constitue un pas de plus pour affirmer cette nécessité de discuter des relations amoureuses et sexuelles. L'éducation sexuelle, à l'instar de la sexualité, est une question intrinsèquement politique, une question de pouvoir dont les enjeux sont importants. Alors, pour contrer les tentatives de répressions, les risques de retour en arrière, libérons-nous des tabous du secteur et laissons-nous aller à parler de cadres et de référentiels.

Pour une approche globale en éducation sexuelle : recommandations internationales

LE REFERENTIEL UN SEUL PROGRAMME DE L'IPPF

Drashko KOSTOVOSKI, IPPF-Région Europe

L'IPPF-Réseau Europe regroupe 35 pays européens, dont la FLCPF et Sensoa pour la Belgique. Le réseau est très diversifié et va de la Norvège à Israël. La mission qui nous incombe est de travailler avec tous pour améliorer la santé et les droits sexuels et qu'il y ait le même accès pour tous en Europe. L'IPPF travaille dans le monde entier et a 164 pays membres. Elle est connue comme organisation prestataire de services pour la santé sexuelle et les droits sexuels. Elle œuvre également en matière d'éducation sexuelle. Ainsi, en 2017, au niveau mondial, l'IPPF et ses associations membres ont fourni un accès à l'éducation sexuelle à plus de 31 millions de jeunes, surtout en Chine, mais également en Europe à 300 000 jeunes. L'IPPF a également formés 20 000 éducateurs et s'est assurée que les gouvernements appuient l'éducation sexuelle auprès des écoles notamment. Certaines associations membres ont réussi à changer leur programme national pour garantir un engagement financier de la part du gouvernement en matière d'éducation sexuelle.

L'IPPF a démarré en Suède en 1955 et s'est étendue en Europe de l'ouest dans les années 60 et 70. Nous nous sommes penchés sur la prévention des infections sexuellement transmissibles, les grossesses non-désirées, sur les abus sexuels. Et plus récemment sur la prévention du sexisme, de l'homophobie et les inégalités femmes-hommes. Et nous devons maintenant appuyer la notion de sexualité positive.

En 2006, l'IPPF a publié un cadre pour l'éducation sexuelle. Il a été revu en 2010, avec le soutien de l'UNESCO, du bureau régional européen de l'Organisation Mondiale de la Santé et du Bundeszentrale für Gesundheitliche Aufklärung (BZgA) en Allemagne. Nous nous sommes appuyés sur ces expertises pour revoir notre cadre de référence.

La publication *Un seul programme*¹ se compose de deux volumes. Le premier livre propose des lignes directrices, des définitions, des explications pour les éducateurs. Le deuxième reprend des activités et des ateliers pour mettre en œuvre l'éducation sexuelle. L'éducation sexuelle doit être holistique, un développement continu adapté au contexte local. Elle se base sur les droits humains, l'égalité des chances, la sexualité positive et la citoyenneté.

L'objectif est de donner le pouvoir aux jeunes pour qu'ils soient informés de leurs droits, qu'ils contribuent à une meilleure société dans le respect des droits

¹ HABERLAND N., ROGOW D. *Un seul programme : Pour une approche pédagogique unifiée de la sexualité, du genre, du VIH et des droits humains*. The Population Council, 2011. Volume 1 : Guide, 280p. Volume 2 : Activités, 188p.

d'autrui. Nous devons aider les enfants et les jeunes pour qu'ils puissent prendre des décisions quant à leur vie sexuelle et relationnelle et avoir accès aux services. Nous devons fournir aux jeunes la capacité de s'engager dans des rapports égaux et épanouissants.

Ce cadre d'éducation sexuelle s'articule autour de 7 composants : le genre, les droits reproductifs, la prévention des infections sexuellement transmissibles, la citoyenneté, les droits sexuels, la diversité de la sexualité liée aux normes sexuelles et le plaisir. Tous ces principes sont liés aux capacités et à l'évolution des enfants. Nous devons commencer tôt et proposer de l'information judicieuse et appropriée au développement des jeunes et à leurs besoins. Les objectifs sont les suivants :

- Donner aux enfants et aux jeunes les moyens de faire valoir leurs droits et ceux d'autrui et de contribuer à l'instauration d'une société équitable, diversifiée, compatissante et juste ;
- Permettre aux enfants et aux jeunes de prendre des décisions concernant leur santé et d'accéder aux principaux services de santé sexuelle et reproductive ;
- Renforcer la capacité des enfants et des jeunes à s'engager dans des relations et des expériences égaux, heureuses, saines, épanouissantes et consensuelles.

Notre objectif est d'avoir une société avec des normes plus équitables entre les femmes et les hommes. Nous souhaitons réduire les risques de santé et diminuer les violences sexuelles, proposer un environnement plus sûr dans les écoles. Sans droits, il n'y aura pas de santé sexuelle positive. L'éducation sexuelle peut aider les jeunes à avoir une vision plus critique. C'est la base de la citoyenneté. Nous devons avoir une approche positive de l'éducation sexuelle et ne pas parler que de prévention des risques. Les jeunes doivent apprendre la confiance, le consentement, le plaisir. Il est important d'inclure tous les jeunes quelles que soient leurs orientations ou identités sexuelles, y compris les jeunes séropositifs.

L'éducation sexuelle fonctionne. On le voit dans les statistiques, si on compare les pays qui en font et ceux qui n'en font pas. L'éducation sexuelle accroît les connaissances, le savoir-faire. Cela améliore les valeurs, les attitudes, les compétences et les aptitudes pour que les jeunes prennent des décisions éclairées. Ils utiliseront davantage les préservatifs, la contraception. Ils auront tendance à moins se faire agresser, notamment en ligne. Il est important de lancer des programmes d'éducation sexuelle pour améliorer la perception de toutes les normes sociales et culturelles. Cela contribue à retarder le début de la vie sexuelle et réduit la transmission des infections sexuellement transmissibles.

Comment envisager cette éducation sexuelle?

Il faut qu'elle soit proposée dans les écoles le plus tôt possible, de manière systématique, y compris dans une approche non formelle, comme l'éducation par les pairs et avec des associations de la société civile. L'objectif est d'atteindre tout le monde, les différentes communautés. Il est aussi important que cette

éducation sexuelle soit disponible en ligne et il faut recevoir l'appui des professionnels. Des recherches et des lignes directrices existent et assurent qu'il n'y a aucune raison de postposer l'éducation sexuelle. Il faut opter pour une approche qui va modifier les normes en matière de genre. Il faut s'assurer que les jeunes soient partie prenante. Sans eux cela ne fonctionnera pas. Il est important de leur demander ce qu'ils ont à apprendre.

Nous devons nous adapter au contexte local mais ne jamais changer les principes de base de l'éducation sexuelle. S'adapter au contexte local ne veut pas dire qu'il faut renoncer à la diversité ou aux droits humains. Il faut une éducation sexuelle adaptée à l'âge et avoir une approche positive. Il faut créer des liens entre différents services et assurer des espaces sûrs pour que les jeunes puissent parler de sexualité notamment avec les enseignants. Les parents doivent également être impliqués dès le départ et ils pourront alors aider et soutenir les professionnels. Les enseignants doivent également être soutenus en leur fournissant des ressources, des formations. Enfin, il faut aussi toucher les jeunes qui sont en dehors du système de l'enseignement.

L'EDUCATION SEXUELLE. DEFINITIONS, PROGRAMMES ET RECOMMANDATIONS

Sofia SEDDOUK, FLCPF

Contextualisation

La société évolue et avec elle, les mœurs et ses codes. Les idéologies et les connaissances en matière de sexualité suivent et sont sujettes à des remises en questions sociétales. L'éducation sexuelle ne peut dès lors être envisagée indépendamment de ces évolutions.

Le XXème siècle a été le point de départ d'une éducation sexuelle plus formelle. Avant, c'était plutôt les parents et l'Eglise qui s'en chargeait et cela restait très tabou; l'objectif était essentiellement de prévenir des grossesses indésirables chez les jeunes femmes. Plus tard, cette norme morale s'est transformée en norme médicale, voire hygiéniste via la révolution sexuelle et l'apparition de la pilule contraceptive.

Dans les années 70-80, plusieurs événements ont sorti l'éducation sexuelle du cadre strictement familial : la criminalisation de certaines pratiques telles que le viol, la pédophilie, le harcèlement sexuel, l'apparition de l'épidémie du VIH, la reconnaissance de l'enfant comme un être sexué qui a droit à la sexualité et à un apprentissage en la matière. Les autorités sanitaires ont alors décidé d'intégrer l'éducation sexuelle dans le cadre scolaire afin de toucher un maximum de jeunes et donc prévenir les grossesses non désirées et les infections sexuellement transmissibles dont le VIH. Cette éducation à la sexualité sera donnée par des professionnels.

Dans les années 90, la société mondiale passe d'une norme biomédicale à une norme bio-psycho-sociale. Cela va vraiment influencer la manière dont on va concevoir les programmes d'éducation à la sexualité. Ces nouveaux concepts et ces nouvelles définitions vont apporter une vision de promotion à la santé plutôt que de prévention. Par exemple, la définition de la santé en tant que bien-être social, psychologique et physique a changé la vision de la santé comme étant l'absence de maladies. Si on fait de l'éducation à la sexualité, c'est pour améliorer la santé sexuelle et reproductive de la population.

Aujourd'hui selon l'OMS, l'apparition de certaines questions comme l'orientation sexuelle, l'identité de genre, la mondialisation, la migration de populations ou encore le développement accru de nouvelles technologies de l'information et de la communication, sont de nouveaux vrais enjeux qu'il faut pouvoir intégrer dans l'éducation à la sexualité.

Définitions

L'éducation à la sexualité mêle deux termes qui méritent d'être chacun définis.

L'éducation selon Durkheim², c'est développer et susciter chez le sujet un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux. Physique parce que l'apprentissage passe par le corps. Intellectuel parce que cela demande l'acquisition de connaissances et de compétences. Moral parce que l'éducation passe par l'intégration de normes et de lois contextualisées soit à une communauté, soit à la société de manière générale.

Meirieu³ lui précise que l'éducation résulte également d'une relation dissymétrique entre deux personnes : une personne adulte qui transmet une éducation et un sujet plus jeune qui la reçoit. Trois types de savoirs sont transmis : le savoir en tant que connaissance, le savoir-faire en tant que compétence pratique et le savoir-être en tant que capacité de produire des actions et des réactions adaptées à la société ou à l'environnement.

La sexualité, selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'UNESCO, est un aspect central de la personne qui se déroule tout au long de la vie. Nous sommes des êtres sexués et cela comprend une dimension biologique, psychologique, physique, émotionnelle, sociale, environnementale, culturelle, etc. La sexualité est vécue et exprimée de différentes manières. Cela passe par des fantasmes, des croyances, des comportements, etc. Cette vision de la sexualité est positive car elle prend en compte la notion de plaisir, de désir,

² DURKHEIM Emile (1858-1917), sociologue français considéré comme l'un des fondateurs de la sociologie moderne.

³ MEIRIEU Philippe (1949-), spécialiste français des sciences de l'éducation et de la pédagogie.

d'épanouissement et de respect, parce qu'elle est libre de toute coercition, de toute discrimination, de toute violence.

Si nous rassemblons ces deux définitions, l'éducation à la sexualité est un processus éducatif ayant une vision positive et multidimensionnelle. Elle se doit d'être adaptée à l'âge du sujet et correspondre à son développement psycho-sexuel. Elle doit être culturellement pertinente, basée sur des évidences scientifiques et sans jugement de valeurs. Elle doit également être fondée sur des principes d'égalité, d'autodétermination et d'acceptation de la diversité. L'autodétermination est importante car c'est la personne qui va prendre en charge sa sexualité. On ne va pas essayer de lui imposer des normes mais bien de la guider pour faire des choix éclairés.

Selon l'International Planned Parenthood Federation (IPPF), les objectifs de l'éducation à la sexualité sont d'acquérir des connaissances et des compétences psycho-sociales en vue de développer des valeurs et des attitudes positives afin que chacun puisse s'épanouir sexuellement, psychologiquement et émotionnellement.

Catégories de programme d'éducation sexuelle

Les catégories de programme d'éducation sexuelle ont subi des évolutions au cours du temps mais elles continuent à coexister.

Trois catégories sont identifiées :

- basée sur l'abstinence;
- basée sur une approche intégrée;
- basée sur une approche globale - compréhensive - complète.

L'éducation sexuelle basée sur l'abstinence est apparue au début du XXème siècle. Seule l'abstinence permet de retarder l'âge du premier rapport sexuel, de se protéger des infections sexuellement transmissibles (IST) et des grossesses non-désirées. Plusieurs études menées montrent que ces programmes sont peu efficaces pour deux raisons essentielles. Ce type de programme manque d'informations complètes et précises à propos de la santé sexuelle et reproductive. Ensuite, on nie la sexualité des jeunes et on ne répond pas à leurs questions et préoccupations. Cette éducation sexuelle a plutôt des effets négatifs sur le comportement des jeunes. Par exemple, ils sont plus susceptibles d'avoir des relations sexuelles non protégées car ils seraient moins favorables à l'utilisation du préservatif. En outre, cela augmente la culpabilisation des jeunes par rapport à la sexualité, particulièrement ceux qui ont été abusés, exploités sexuellement ou qui simplement ont déjà eu des relations sexuelles. Cela renforce également les stéréotypes de genre, les violences liées au genre, l'exclusion, la stigmatisation et la discrimination des diversités sexuelles. Cela a également des effets délétères sur la santé générale des jeunes : augmentation du

taux de suicide, isolement social, augmentation du risque d'infection par le VIH, augmentation de la toxicomanie, etc. Ces programmes ont été complètement abandonnés en Europe. Cela ne répond pas à notre contexte sociétal actuel, ni aux questions des jeunes et cela ne transmet pas de bonnes informations. Par contre, ces programmes sont toujours utilisés aux Etats-Unis.

L'éducation sexuelle basée sur une approche intégrée est venue en réaction aux programmes prônant l'abstinence. Cette approche est surtout axée sur la prévention des IST et des grossesses non-désirées. Elle aborde les moyens de contraception, les pratiques de safe sex tout en disant que l'abstinence est une option possible mais non obligatoire. Les études menées montrent que même s'il y a des effets positifs sur le comportement sexuel des jeunes, cela a quand même un effet négatif sur tout le reste de la sphère de la santé sexuelle d'un point de vue social, psychologique et environnemental. La sexualité est présentée comme amenant un danger.

L'éducation sexuelle basée sur une approche globale, compréhensive et complète prône une vision holistique de la santé sexuelle qui aborde autant le côté psychologique, physique que social. La sexualité est alors vue comme positive et encourageant l'autodétermination. C'est un épanouissement qui doit être sain et responsable. Cette approche s'articule autour de deux axes : la prévention d'effets potentiellement négatifs, l'amélioration de la qualité de vie. L'éducation sexuelle dans le cadre scolaire ne doit pas être faite que par les enseignants. Il doit y avoir des interactions entre les établissements scolaires et les organismes extérieurs à l'école. Les résultats des études menées montrent que cela a plutôt un impact positif sur les connaissances, les attitudes, les comportements et la santé sexuelle. Cela augmente les connaissances sur les différents aspects de la sexualité, réduit les comportements à risque, prévient et réduit les violences basées sur le genre et les violences conjugales, accroît l'équité entre genres.

Recommandations

Les recommandations internationales encouragent une éducation sexuelle dès la petite enfance. L'ONU, en 1994, a reconnu l'enfant comme un être sexué. L'idée est bien de donner des informations adaptées à l'âge, au développement et aux capacités intellectuelles.

L'éducation doit avoir plusieurs caractéristiques.

Elle doit être participative. Le jeune est au centre de l'éducation sexuelle et doit être inclus dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation du programme.

Elle doit être interactive. Le jeune n'est pas que celui auquel on donne l'information mais c'est celui que l'on questionne sur ses besoins.

Elle doit être continue et prendre place dans un processus qui débute dès l'école maternelle. Elle doit être multisectorielle et contextuelle.

Selon l'OMS et l'UNESCO, elle doit plutôt être obligatoire. Sinon, les acteurs risquent d'être moins sensibilisés. Ils insistent sur la sensibilisation des professionnels pour accroître leur motivation, sur le soutien et la formation à leur apporter.

Echanges avec la salle

- Etes-vous parfois confrontés à certaines réticences de la part de certains pays ou de certaines autorités?

D. K. : Oui, bien sûr. Dans tous les pays les systèmes et les besoins sont différents. Généralement, les sujets sensibles qui engendrent des débats, notamment dans les pays les plus conservateurs, sont ceux liés à l'égalité des genres. Mais il y a eu certaines avancées depuis le mouvement #meetoo. Aujourd'hui, il va de soi que l'on ne peut plus nier le phénomène de la violence sexiste. La question de l'accès à l'avortement, de la diversité, des droits LGBTQI, du plaisir sont aussi des sujets sensibles. Nos organisations membres dans ces pays négocient, collaborent avec la communauté scientifique, avec les enseignants, avec les politiques et essayent d'aller de l'avant. C'est un processus continu.

- Vous avez parlé du phénomène #meetoo, c'est évidemment une avancée mais n'y a-t-il pas parfois quelques effets secondaires qui rend parfois votre travail incompris? Par exemple, on remarque dans les classes que suite à ce mouvement, des jeunes garçons manquent encore plus de repères dans leurs relations avec les filles.

D.K. : J'ai fait des recherches sur l'efficacité de l'éducation sexuelle et surtout sur la question des genres. Le débat est ouvert. Certains jeunes garçons ont le sentiment que le mouvement #meetoo remet en question leur identité et ils se sentent menacés. Il faut en parler et ouvrir le débat dans les classes le plus tôt possible, ne pas attendre l'âge de 13-15 ans.

- En France, des réactions à l'éducation sexuelle mentionnaient que l'on apprenait aux enfants de maternelle à avoir des relations sexuelles. Est-ce que ce n'est pas le signe qu'il faut aussi une lutte pour le changement des mentalités?

S.S. : Il faut une sensibilisation de tous les publics et spécialement des parents et des enseignants. C'est évident. En tant qu'acteurs, nous savons comment répondre aux questions et nous maîtrisons l'information donnée aux enfants. Mais je peux comprendre la position de parents peu ou mal informés; leur sensibilisation est une chose essentielle. Il existe en Belgique des associations de parents qui sont fédérées et qui travaillent déjà sur cette question mais peut-être pas suffisamment. Il faut aussi vulgariser ce qu'est l'éducation à la sexualité et peut-être prévoir au sein des établissements scolaires des séances d'information pour les parents en leur expliquant le contenu de nos interventions.

D. K. : C'est une réalité en France mais également dans d'autres pays. Il faut que les parents soient impliqués dès le départ, en tout cas le plus rapidement possible. Il faut commencer l'éducation sexuelle le plus tôt possible mais le type d'informations varie d'un âge à l'autre et cela doit être souligné.

- *En Suisse également, nous avons été touché par ce type de campagne de dénigrement. Est-ce que l'IPPF a créé des films où l'on montre des leçons en classe? C'est un des moyens que nous avons utilisés. Nous avons invité la télévision à nous suivre, particulièrement dans les toutes petites classes. Beaucoup de questions se posaient pour les jeunes enfants entre 4 et 6 ans. La télévision a fait des reportages et nous les avons promus un maximum pour que les parents qui avaient des doutes, soient rassurés. Cela fonctionne de dire aux parents très concrètement ce que l'on va dire à leurs enfants.*

- *Le Mouvement Français pour le Planning Familial a effectivement subi de nombreuses attaques des mouvements anti-choix contre l'avortement et contre l'éducation sexuelle. Nous avons choisi de faire une campagne positive sur l'éducation sexuelle en expliquant ce que l'on y fait. L'utilisation de la vidéo est une possibilité mais il faut être prudent. Nous avons dû faire face à des vidéos détournées par ces mouvements anti-choix contre les personnes qui avaient participé à ces petits films. Mais nous continuons et notre stratégie est de nous adresser directement aux parents en travaillant avec les associations de parents.*

- *Certains parents pourtant informés rappellent que pour eux, l'éducation sexuelle est de leur responsabilité et doit se faire dans la sphère familiale. Nous avons également ce type de réactions. La question se pose alors d'inclure l'éducateur dans une démarche familiale qui est déjà établie.*

S.S. : C'est très important de travailler avec les parents pour qu'il y ait une corrélation entre les animations d'éducation à la sexualité et ce qui se passe à la maison. C'est un lien évident à faire aussi mais pour cela il faut sensibiliser les parents. Dans les cadres de référence internationaux, il est préconisé d'inclure les parents déjà dans la construction des programmes. Il ne s'agit pas simplement de les informer mais de travailler en partenariat. Il faut aussi pouvoir leur dire que peut-être leurs enfants ne sont tout à fait à l'aise de parler de sexualité avec eux. Nous offrons un cadre scolaire sécurisé où les enfants pourront s'exprimer.

- *La relation avec la famille est un point central. Je crois que les intervenants internes et externes à l'école doivent pouvoir assumer aussi une position d'éducation, peut-être en partenariat avec les parents, mais aussi en dehors des parents. L'enjeu est de pouvoir l'assumer. De nombreuses familles, pour plein de raisons, ne parviennent pas à offrir à leurs enfants, une éducation sexuelle appropriée. On croit toujours que c'est le rôle de la famille d'éduquer à la sexualité,*

ce n'est pas si évident, compte tenu du tabou de la sexualité entre les générations. Par contre, cela touche à des questions importantes de contradictions sur les normes et sur les valeurs. On a aussi beaucoup parlé d'une approche adaptée au contexte, mais qu'est-ce que cela veut dire? Jusqu'où s'adapter au contexte et jusqu'où le contexte s'adapte au promoteur d'une éducation sexuelle. C'est assez complexe.

D. K. : Rien n'est gravé dans le marbre, il faut tester si cela fonctionne. Il faut du suivi et adapter ce qui doit l'être.

Les cadres de l'éducation sexuelle en Europe de l'Ouest

Evert KETTING, Bundeszentrale für Gesundheitliche Aufklärung (BZgA), Allemagne

Le Centre Fédéral allemand pour l'Education à la Santé (BZgA) est devenu un des acteurs majeurs dans la région européenne en matière d'éducation sexuelle. Il collabore avec l'OMS et un groupe d'experts européens sur l'éducation sexuelle, qui prépare différentes études et documents, a été constitué en son sein.

En mai 2018, un rapport européen a été publié sur l'état d'avancement de l'éducation sexuelle en Europe. Il s'agit d'une coopération entre le groupe d'experts européens, le BZgA et l'IPPF. L'étude porte sur 25 pays européens. Pour la Belgique, cela ne concerne que la partie néerlandophone et pas francophone.

Les thèmes principaux du rapport sont les suivants :

- quels sont les bases juridiques de l'éducation sexuelle à l'école ?
- est-ce que l'éducation sexuelle est complète dans ces pays?
- est-ce qu'il y a une opposition à l'éducation sexuelle et quels sont les arguments utilisés?
- quel est l'impact de l'éducation sexuelle sur la santé sexuelle des adolescents?

Quelle était la méthodologie?

Nous avons envoyé un questionnaire aux associations membres de l'IPPF et nous avons essayé d'établir des contacts avec les ministères de l'éducation ou de la santé des différents pays. Toutes les associations membres de l'IPPF ont répondu, ce qui n'est pas le cas des ministères; seuls 15 sur 25 ont répondu. C'est logique puisque dans certains pays, l'éducation sexuelle est pratiquement inexistante ou en tout cas les ministères ne sont quasiment pas impliqués. Le questionnaire reprenait les lois, l'éducation sexuelle scolaire en pratique, l'éducation sexuelle en dehors de l'école, les services de santé sexuelle pour les jeunes, les résultats d'autres enquêtes éventuelles.

Pourquoi l'éducation sexuelle est-elle importante?

Les jeunes ont maintenant "droit à la connaissance" y compris sur la sexualité. C'est une thématique intéressante pour eux. Les jeunes deviennent actifs sexuellement autour de l'âge de 17 ans, même s'il y a de petites différences dans certains pays. Sans éducation sexuelle, la pornographie sur internet, très populaire particulièrement chez les jeunes garçons, serait leur seule source d'information. Les éducateurs dans les écoles doivent combattre ces informations médiatiques distordues régulièrement. Dans les pays où il n'y a pas d'éducation sexuelle, les jeunes disent trouver l'information dans les médias et auprès de leurs pairs qui bien souvent ne connaissent pas plus de choses qu'eux.

Les parents ont un rôle clé à jouer et les écoles ne devraient pas être en concurrence avec eux. Néanmoins, les parents ne peuvent pas tout faire, ni tout connaître. Certaines informations sont très techniques, par exemple en ce qui concerne la contraception ou certaines pratiques sexuelles comme le sexe oral. Lors d'animations dans les écoles, les jeunes peuvent aussi s'entretenir entre eux, entre elles. On apprend en échangeant et on peut s'exprimer. Et cela ne peut pas être remplacé par les parents.

Les jeunes entre 12 et 16 ans ont besoin de se distancer de leurs parents parce qu'ils deviennent des adultes. On devient adulte en apprenant soi-même, seul.

Enfin, l'éducation sexuelle a un impact très positif sur la santé sexuelle des jeunes, de nombreuses études scientifiques le prouvent.

Quelles sont les lois et stratégies d'éducation sexuelle pour les écoles?

Des changements ont été apportés au niveau des textes juridiques dans quasiment tous les pays européens. A l'exception du Royaume-Uni où les changements principaux datent d'il y a plus de 20 ans. L'éducation sexuelle n'était obligatoire que dans les écoles publiques financées par le gouvernement. A partir de l'année prochaine, elle deviendra obligatoire dans tous les établissements scolaires.

Une des questions récurrentes est de savoir si les programmes d'éducation sexuelle en Europe sont clairs, abordables, complets, exhaustifs. Il n'est pas facile de répondre à cette question. Nous avons établi un certain nombre de catégories : la référence aux droits humains, une éducation sexuelle générale, une approche positive, pour tous les âges, etc. Nous pouvons dire que cela correspond à des pays comme l'Autriche, la Belgique (partie flamande), l'Estonie, la Finlande, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse. Dans d'autres pays c'est encore en développement comme en Bulgarie ou en République tchèque. Dans d'autres encore, c'est insuffisant comme en Irlande, en Lettonie, en Espagne et au Royaume-Uni.

Ces programmes sont obligatoires dans la plupart des pays mais parfois pas dans toutes les parties du pays ou pas dans toutes les écoles. La meilleure manière de mettre en place un programme d'éducation sexuelle, c'est de l'inclure dans un sujet plus vaste et de l'intégrer dans le programme scolaire de manière transversale.

On peut voir dans le tableau ci-dessous la manière dont s'est intégré dans les différents pays.

Country	Integrated in:	Country	Status
Austria	Biology and/or religion and health education	Ireland	"Personal, Social and Health Education" (PSHE; from 1998)
Belgium Flem.	Health and other (depends on school); project week	Latvia	"Health Studies" (development of healthy lifestyles). Depends on schools
Bulgaria	"Civil, intercultural, health & environmental education"	Netherlands	Various: biology, citizenship educ., sociology and "project week"
Czech Republic	"Man and his world" (primary) Health Education (secondary)	Spain	"Workshops" on Affective-Sexual Education (on school initiative)
Estonia	"Personal, social and health education" (basic schools)	Sweden	Various: biology, science studies, and other (depends on school)
Finland	"Environmental studies" (prim) Health education (secondary)	Switzerland	Separate and integrated. Depends on language region.
Germany	Various: biology, ethics, religion, social sciences	UK	Biology and "Personal, Social, Health & Economic Educ." (PSHE)

On voit que cela peut être dans les cours de biologie, mais aussi dans des cours d'éducation civique ou encore dans des cours de religion ou d'éducation à la santé.

Lorsqu'on analyse l'importance de l'éducation sexuelle en tant que source d'informations, dans les pays où l'éducation sexuelle est enseignée de façon exhaustive, le pourcentage de jeunes se trouvant informés est très élevé, plus de 80%.

Quelle est l'opposition à l'éducation sexuelle dans les pays européens?

Elle existe mais elle est à peine présente. Seuls 11 pays sur 14 ne connaissent pas ou très peu de résistance. Une opposition farouche n'existe que dans 3 pays.

Les arguments les plus fréquents des détracteurs sont que l'éducation sexuelle engendre des rapports sexuels précoces et que l'éducation sexuelle est de la responsabilité des parents et non pas des écoles. Elle nuirait également à "l'innocence" des jeunes.

Si on analyse, le taux de natalité chez les adolescentes est très faible, moins de 1%, dans les pays où il y a une éducation sexuelle la plus exhaustive et complète. On arrive à près de 3% dans les pays où il n'y a pas d'éducation sexuelle. D'autres chiffres, liés par exemple à la contraception, reflètent les mêmes tendances.

Echanges avec la salle

- Je viens de Roumanie. Pouvez-vous me donner des informations sur ce pays?

L'éducation sexuelle est de mauvaise qualité. Aujourd'hui, plusieurs acteurs très actifs dans le domaine se préparent à une réunion, à Bucarest, pour raviver les débats sur le développement et la mise en oeuvre des programmes d'éducation sexuelle dans le pays. Au sein de notre organisme, nous sommes toujours prêts à soutenir des initiatives dans des pays où il faut consentir davantage d'efforts. Je leur ai proposé de les aider pour voir ce que nous pouvons faire ensemble pour aller de l'avant.

- Quelle est la différence entre les Etats-Unis et l'Europe? J'ai l'impression qu'ils sont plus avancés que nous.

Je travaille pour un organisme américain très actif dans ce domaine, le Guttmacher Institute à New York. L'éducation sexuelle n'a jamais pu être généralisée, ni obligatoire. Souvent, les parents y sont farouchement opposés. Il y a de très bons programmes mais ils sont infimes et disséminés.

- En Belgique, on ne parle pas beaucoup de la contraception masculine dans l'éducation sexuelle. Est-ce différent dans d'autres pays européens?

Vous parlez de méthodes contraceptives qui ne sont que rarement utilisées en fin de compte. Même les médecins méconnaissent ces méthodes. Alors comment s'attendre à ce qu'on en parle à l'école? Lorsqu'on analyse les sujets traités en éducation sexuelle, on voit des différences d'un pays à l'autre mais le sujet qui revient le plus est celui de la contraception et ensuite la prévention des infections sexuellement transmissibles. Les sujets les moins abordés sont l'avortement, la diversité sexuelle et le plaisir.

- Avez-vous des informations sur les liens entre les mouvements anti-choix et les détracteurs de l'éducation sexuelle?

Je recommande toujours de contacter des groupes de parents dès le début de la mise en place de programmes d'éducation sexuelle. Il faut que les parents comprennent l'utilité de l'éducation sexuelle. Les personnes des mouvements anti-choix que nous voyons dans les médias ne sont pas représentatives de la majorité des parents à l'échelle du pays. Organisez vos groupes de parents pour avoir leur feed back et généralement cela fonctionne.

Les normes pour l'éducation sexuelle en Europe ont été éditées dans 13 langues et sont disponibles sur internet :

https://www.sante-sexuelle.ch/wp-content/uploads/2013/11/Standards-OMS_fr.pdf

Standards pour l'éducation sexuelle en Europe. Un cadre de référence pour les décideurs politiques, les autorités compétentes en matière d'éducation et de santé et les spécialistes. OMS-Bureau régional pour l'Europe, BZga, 2013.

L'éducation sexuelle complète : un concept actualisé

Joanna HERAT, UNESCO

Pour l'UNESCO, l'éducation complète à la sexualité est importante parce que les jeunes font face à des messages contradictoires et confus sur la sexualité, particulièrement lors de leur passage à l'âge adulte. C'est souvent accentué par l'embarras et le silence des adultes. Les jeunes veulent avoir une meilleure connaissance de leur corps ainsi que sur les relations sexuelles et affectives.

Les principes directeurs révisés proposent un ensemble complet de concepts, de thèmes et des objectifs-clés d'apprentissage qui vont permettre d'orienter l'élaboration des programmes scolaires. L'éducation sexuelle complète englobent 8 concepts-clés :

- les relations interpersonnelles,
- les valeurs droit, culture et sexualité,
- le genre,
- la violence et la sécurité,
- les compétences pour la santé et le bien-être,
- le corps et le développement humain,
- la sexualité et le comportement sexuel,
- la santé sexuelle et reproductive.

Cette édition révisée des principes directeurs a bien évolué depuis 2009. Des recherches ont montré l'importance des questions de genre dans l'éducation sexuelle. Les consultations, partout dans le monde, avec des jeunes, des spécialistes, des chercheurs, des responsables de l'Education nationale, ont souligné l'importance d'aborder des sujets plus larges d'une manière plus positive et aussi d'ajouter certains sujets. Nous parlons toujours du corps, de la santé, de la prévention mais nous avons ajouté les droits humains, la violence, le genre, les orientations sexuelles et les questions des personnes LGBTQI. Nous avons également introduit plus de contenu sur la mise en œuvre des programmes d'éducation à la sexualité. Nous avons rassemblé des recherches, des expériences et des bonnes pratiques qui nous aident à penser aux concepts-clés pour mettre en œuvre les programmes. Nous abordons, par exemple, la formation des formateurs, le suivi et l'évaluation de l'éducation à la sexualité. Nous avons aussi élaboré une partie du document sur le plaidoyer et comment répondre aux questions difficiles sur l'éducation à la sexualité. C'est un sujet sensible dans tous les pays et différents types de questions sont posées : les parents disent que ce n'est pas à enseigner à l'école, les enseignants peuvent avoir des craintes par rapport à l'enseignement de la sexualité. Nous proposons des réponses basées sur

des recherches, sur des bonnes pratiques qui peuvent nous aider à ouvrir la discussion et aider les écoles et les autorités, les parents, à comprendre à quel point il est important que les jeunes aient accès à cette éducation à la sexualité.

Dans chaque pays, on espère que les autorités, en partenariat avec la société civile, les enseignants, les jeunes et les chercheurs, utiliseront ce document pour examiner le cursus scolaire et les formations d'enseignants qui existent déjà. Qu'ils regarderont les points forts et les points faibles pour mieux orienter leurs efforts, mieux investir les ressources pour améliorer les éléments qui ne sont toujours pas à la hauteur d'un programme de qualité aidant vraiment les jeunes à développer des relations saines et prévenir les grossesses non-désirées, les violences et promouvoir une vie sexuelle sociale saine et respectueuse.

L'enjeu le plus important détecté est la formation des enseignants. Sans une formation de qualité, il n'y aura jamais une mise en œuvre d'une éducation de qualité. Selon les recherches du BZgA, il y a trois compétences-clés à avoir pour pouvoir bien enseigner l'éducation à la sexualité : les connaissances, les attitudes et les valeurs, les aptitudes.

Stratégie de l'UNESCO sur l'éducation pour la santé et le bien-être: contribution aux Objectifs de développement durable. UNESCO, 2016, 25p.

https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000246453_fre

Différents modèles d'éducation sexuelle

PAYS-BAS

Sanna MARIS, Rutgers

L'association Rutgers est le centre d'expertise sur la sexualité aux Pays-Bas. Commençons par un panorama général. Les Pays-Bas ont un comportement assez positif sur l'éducation sexuelle. Neuf personnes sur dix disent que l'on peut donner des cours d'éducation sexuelle à l'école. La culture prédominante accepte et normalise la sexualité ; et les adolescents sont considérés comme étant capables de prendre leurs propres décisions et de s'engager dans des activités sexuelles librement et volontairement s'ils le souhaitent.

Concrètement, nous commençons assez tôt, vers 4 ans, et nous continuons dans l'enseignement primaire et jusque 19 ans. Depuis 2012, l'éducation sexuelle est bien présente dans les programmes scolaires et est obligatoire. Néanmoins, les écoles peuvent prendre leurs propres décisions en ce qui concerne les thématiques et le temps qui y est dédié ; la qualité peut donc varier considérablement d'un établissement à l'autre.

Nous avons une éducation sexuelle globale. Nous parlons des droits sexuels et nous avons une approche positive. Cela signifie que nous mettons en avant la thématique du plaisir même si nous souhaiterions faire plus. Nous avons une approche globale, au sein et en dehors de l'école, y compris avec les parents. Nous avons aussi une longue histoire et cela fait longtemps que nous travaillons dans ce domaine.

L'approche globale est exhaustive et touche les aspects émotionnels, cognitifs, sociaux interactifs et physiques. Nous traduisons également les normes OMS au niveau national mais nous tenons compte du cadre local et des spécificités en fonction de l'âge des publics.

L'individu est au cœur du modèle et les éléments importants sont la santé, l'âge, le sexe. Il y a ensuite les différents systèmes gravitant autour de l'individu. Nous agissons sur ces trois niveaux. Notre stratégie se porte sur l'individu, sur le microsystème (la famille, les parents, l'école et les pair.es), et nous essayons aussi de travailler avec les services de soins de santé et les institutions religieuses.

Notre objectif est de rendre les jeunes heureux, munis des outils et des informations nécessaires pour qu'ils profitent de leur sexualité. Nous agissons donc à trois niveaux. Nous nous concentrons sur les jeunes avec des informations en ligne, avec des campagnes sur les réseaux sociaux, avec la participation des jeunes également. Ensuite, nous faisons de l'éducation sexuelle exhaustive et inclusive dans les écoles. Enfin, nous tentons également de partager certaines méthodes et certains outils à une échelle plus importante et nous travaillons avec

les parents par l'intermédiaire des écoles comme par exemple, en organisant des sessions d'information en soirée ou via des communications en ligne.

Tout autour de cela, nous avons l'environnement « émancipateur » dans lequel nous agissons par des campagnes médiatiques, de la recherche ou encore dans la cadre d'actions militantes. Beaucoup de campagnes et d'actions ont pris place après le mouvement *MeToo* avec des parents, des écoles, etc. Les médias ont assuré un relais important et cela permet ensuite de rallier les politiques à notre cause ou au moins de les inspirer.

Dans l'enseignement primaire et secondaire, nous offrons différents paquets de formations. Pour les écoles primaires, nous avons différents outils conformes aux recommandations de l'OMS. Nous expliquons, par exemple, ce qu'est une caresse agréable ou pas en fonction de l'âge. Nous utilisons des choses plus élaborées évidemment pour la fin de l'enseignement secondaire. Nous réalisons des campagnes annuelles comme la Semaine de l'Amour ou celle de la Fièvre Printanière. Les écoles profitent de ces occasions pour parler d'éducation sexuelle et cela permet ensuite d'arriver à l'éducation continue, ce qui est notre objectif.

Nous avons également un site web et des formations pour écoles et enseignants. Nous produisons aussi de l'information directement pour les jeunes, par exemple, une actrice ou un acteur très connu parlait de sexualité aux enfants. Il y avait beaucoup de parents détracteurs mais aussi partisans et un débat entourait cette série télévisée.

Nous essayons de faire feu de tout bois. Nous avons également une ligne téléphonique pour les 8-12 ans. Ils peuvent nous appeler en cas de problème dans leur vie amoureuse et affective. Pour les 12-25 ans, nous développons un site web qui regorge d'informations (<https://www.sense.info/nl/>). Nous avons des sites web dédiés pour les personnes de différentes origines qui ont parfois des questions différentes. Et enfin, nous avons des outils et des jeux.

Il est important de pouvoir bien raconter l'histoire, de faire participer les jeunes et de parler de la normativité des genres avec les garçons et les filles. Il faut lutter contre les stéréotypes. Il faut essayer de passer à la vitesse supérieure, d'avoir une meilleure qualité partout, d'améliorer la compétence des enseignants et avoir une approche davantage multiculturelle.

FLANDRE

Wannes MAGITS, Sensoa

Sensoa est assez proche de ce qui se fait aux Pays-Bas, par exemple, nous fondons notre cadre sur les normes de l'OMS pour l'éducation sexuelle en Europe. Nous avons les mêmes définitions de la sexualité, de la santé sexuelle ou encore d'éducation sexuelle.

Notre approche considère que la sexualité est quelque chose de positif qui fait sens, qui donne du plaisir. Nous ne nous concentrons pas que sur la prévention des risques, même si c'est très important. La sexualité est considérée comme un droit humain. Le développement sexuel commence à la naissance et se termine à la mort. Nous tentons d'adapter notre éducation sexuelle à toutes les étapes de ce développement.

Les comportements, les savoirs et les compétences sont très importants et nous parlons aussi des émotions et du soutien. Nous voulons porter une attention particulière aux émotions et au soutien. Nous pensons que dans tout cours d'éducation sexuelle, il faut souligner ces points et expliquer où on peut trouver du soutien à l'école ou en dehors. Nous voulons que les élèves réfléchissent à ce qu'ils ressentent.

Notre cadre repose sur trois piliers :

- guider le développement et l'épanouissement sexuel et relationnel;
- développer des attitudes, des valeurs et des normes;
- gérer les risques.

Nous souhaitons guider les jeunes pas à pas, étape après étape. Les aider à faire face aux défis auxquels ils sont confrontés. Nous voulons nous assurer qu'ils ont les cartes en main pour faire les choses correctement ou au moins apprendre de leurs erreurs. Nous commençons même avant l'école maternelle.

D'aucuns affirment que les enseignants doivent laisser parler les jeunes et apprendre les uns des autres. Ce n'est pas faux mais il faut également véhiculer certaines normes et valeurs. Les jeunes ont le droit d'avoir leur opinion et doivent pouvoir l'exprimer librement. Les enseignants doivent créer un environnement propice pour cela. Les divergences d'opinion sont possibles tant qu'il y a un échange respectueux. C'est là que les normes entrent en jeu.

Une différence d'opinion peut être perçue comme source de conflits et on sait qu'ils ne peuvent pas toujours être résolus. Les jeunes doivent pouvoir gérer ces ambiguïtés et ces divergences. C'est comme ça dans la vie en général. Nous disons aux enseignants que les droits sexuels doivent servir de base.

Le site web <https://www.zanzu.be/fr/accueil> est destiné aux les migrants vulnérables et aux professionnels qui les accompagnent. Il est traduit en 13 langues. Il reprend une série d'informations de base relatives à la santé sexuelle et aux droits sexuels. Le contenu peut aussi être entendu, tout ce qui est écrit est enregistré vocalement pour les personnes malvoyantes.

Le Flag System est un outil pour identifier ce qui constitue un comportement sexuel acceptable ou pas chez les enfants et chez les jeunes de 0 à 18 ans. Il est basé sur des dessins et de petites explications. Il est conçu pour aider les professionnels à identifier les comportements sexuels en fonction de l'état de développement, de l'âge, du consentement mutuel, de la volonté, du contexte approprié ou non, et enfin d'une base relationnelle égalitaire (ou non). Cela permet aux professionnels de prendre un peu de recul pour analyser la situation de manière plus objective.

FRANCE

Véronique SELLIER, Mouvement Français pour le Planning Familial

Le MFPF compte 76 associations départementales réparties en France métropolitaine et dans les Territoires d'Outre-Mer. Nous gérons des lieux d'accueil, d'écoute et d'information. Des lieux sont médicalisés comme les centres de planification et il y a des lieux non médicalisés. Les deux font beaucoup d'interventions auprès de publics très différents, notamment en milieu scolaire mais aussi auprès de personnes en situation de handicap, avec les écoles de la « deuxième chance », avec des enfants qui sont sous suivi judiciaires, etc. Quand nous pouvons, nous travaillons au préalable avec les équipes éducatives.

Les enjeux sont de renforcer la capacité d'agir et de choix de toute personne, notamment les jeunes. Nous pensons que pour pouvoir exercer des droits, il faut les connaître. Pouvoir faire des choix éclairés dans le respect de soi et d'autrui, cela s'apprend. Nous sommes sur une approche globale et positive avec aussi l'idée de se protéger des IST et des grossesses non prévues, et c'est en général sur ces questions que l'Education nationale nous interpelle. Nous voulons une approche plus large et la possibilité d'échanger sur le désir, le plaisir et l'orientation sexuelle.

Notre objectif est de rendre les jeunes autonomes dans une perspective d'émancipation et d'égalité entre les sexes et les sexualités. Nous voulons participer à leur épanouissement, à l'apprentissage de leurs libertés et à la construction de la citoyenneté sexuelle. Cela signifie aussi de prévenir toutes les discriminations et les violences liées au genre et à l'orientation sexuelle. Pour nous, l'éducation à la sexualité est un socle pour vivre sa vie sexuelle, partager son plaisir et son désir sans crainte, sans peur et sans jugement. C'est aussi une éthique de la négociation basée sur le consentement des personnes.

Nous posons un cadre d'intervention qui est sécurisant, basé sur l'écoute et le non-jugement, à la fois pour les jeunes et pour les intervenants. Cela doit se préparer en amont, ce qui n'est pas toujours possible. Nous partons des questions des personnes et de leurs représentations. Nous travaillons les stéréotypes, le plus souvent en petits groupes avec deux animateurs ou animatrices. La circulaire de l'Education nationale précise qu'il faut obligatoirement qu'une personne de chez eux soit présente. Régulièrement, celle-ci a été formée et participe volontairement à l'animation mais il arrive qu'elle ne se sente pas du tout concernée et qu'elle reste au fond de la classe.

Nous utilisons les mots justes, nous aidons à faire le tri dans les informations, à offrir un cadre de discussion ouvert avec des formes d'expression très différentes (dessins, quiz, jeux de rôle, etc.).

En France, nous avons eu la possibilité d'accéder à la contraception en 1967 (Loi Neuwirth) et en même temps a été mise en place une éducation sexuelle, à l'époque dans une approche très biologique. Il s'agissait de faire en sorte que maintenant que les filles avaient accès à la contraception, fallait leur apprendre à l'utiliser.

Nous avons eu ensuite la Circulaire Fontanet pour la mise en place d'un enseignement concernant la procréation qui distingue l'information sexuelle scientifique intégrée au cours de biologie et une éducation sexuelle organisée à la demande des élèves ou des familles mais qui n'était pas du tout dans les programmes obligatoires. Il était donc clairement inscrit que l'Etat était responsable de l'information.

En 1998, une circulaire relative à la prévention des conduites à risque a été publiée. Elle incluait la création, dans chaque école, d'un comité d'éducation à la santé où sont présents des représentants des élèves, des parents et des organismes qui travaillent avec l'Education nationale. L'épidémie de sida était évidemment passée par là.

En 2001, il y a eu la Loi Aubry qui comportait trois volets. Un volet renforçait l'accès à la contraception gratuite pour les jeunes jusqu'à 18 ans ; un autre allongeait le délai d'avortement de 12 à 14 semaines d'aménorrhée ; et enfin, un troisième instituait trois séances obligatoires d'éducation sexuelle par an dans les écoles et les collèges. La circulaire d'application est parue en 2013. Cette loi ne donnait par contre aucun moyen pour mettre cette éducation sexuelle en œuvre.

Cela dépend du bon vouloir de la collectivité territoriale dont dépend l'établissement scolaire (commune, conseil départemental pour les collèges ou les régions), ou des agences régionales de santé, ou encore de l'établissement scolaire qui se débrouille pour la mettre en place. Elle n'est pas intégrée dans les programmes. Elle se fait avec des associations qui doivent être agréées par

l'Education nationale. C'est le cas du planning familial, par exemple, mais aussi de certaines associations anti-choix.

Cette loi précise qu'une information et une éducation à la sexualité sont dispensées dans les écoles, les collèges et les lycées, à raison d'au moins trois séances annuelles et par groupe d'âge homogène. Ces séances présentent une version égalitaire des relations entre les femmes et les hommes, elles contribuent à l'apprentissage du respect du corps humain, elles peuvent associer des personnels contribuant à la mission de santé scolaire et des intervenants dûment agréés. Des élèves formés par un de ces organismes agréés peuvent également y être associés.

Cette éducation à la sexualité ne concerne pas que les écoles, la loi parle aussi des structures spécialisées, notamment autour du handicap.

Il n'y avait pas d'évaluation de cette éducation à la sexualité prévue par l'Education nationale. J'ai fait partie du Haut Conseil de l'Egalité entre les femmes et les Hommes qui a comme mission, entre autres, d'évaluer des politiques publiques. La Commission Santé du Conseil a estimé qu'il était important d'avoir un état des lieux de l'éducation à la sexualité en France.

En 2016, une étude a été menée. Il s'agissait d'une enquête *flash* dans 3.000 établissements scolaires. Nous avons constaté que 25% des établissements n'avaient mis aucune action en place dans l'année qui précédait, que très peu de personnel était formé sur le sujet, que l'éducation à la sexualité était concentrée sur les classes de seconde, troisième et quatrième. Le planning familial avait déjà fait le constat, dans ses interventions, que majoritairement elles avaient lieu dans ces classes, en lien avec les programmes scolaires qui parlent de procréation. Peu de séances prennent place en CM2 et dans les lycées en classe de seconde. Les thématiques les plus abordées étaient biologie et reproduction, VIH, IVG et contraception. Les thématiques les moins abordées étaient les violences, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, les stéréotypes. Le plaisir n'apparaissait même pas.

Nous avons constaté également une très grande méconnaissance du corps et de l'anatomie ; 84% des filles de moins de 13 ans ne savaient pas représenter leur sexe alors qu'elles sont 53% à représenter le sexe masculin, 1 fille de 15 ans sur 4 ne sait pas qu'elle a un clitoris. Le clitoris est apparu pour la première fois dans un livre de sciences naturelles en France l'année dernière.

L'éducation à la sexualité en France a fait l'objet de beaucoup de mobilisations réactionnaires. Nous avons eu notamment l'épisode du mariage pour tous en 2013, au moment où la Ministre des Droits des Femmes voulait mettre en place des « ABCD de l'égalité ». Une très forte opposition s'est manifestée et a fait le lien avec l'éducation à la sexualité en prétendant que l'on allait apprendre aux

enfants à se masturber dès la maternelle et les inciter à changer de sexe! Le projet a donc été annulé, le gouvernement a reculé.

Nous sommes encore dans ces conséquences aujourd'hui. Nous sommes en discussion sur la procréation médicalement assistée et sur la révision des lois bioéthiques. Ce n'est pas étranger au fait que nous ayons eu une levée de bouclier sur l'éducation à la sexualité. Nous avons aussi eu une loi sur les violences sexistes et sexuelles qui a uniquement un volet répressif et qui n'aborde pas du tout la question de la prévention des violences. Nous sommes intervenus dans le débat public pour avancer l'importance d'agir en amont des violences et affirmer que l'éducation à la sexualité est un moyen d'action.

En septembre 2018, une nouvelle circulaire est sortie pour réaffirmer l'importance de l'éducation à la sexualité. Le site Eduscol est mieux alimenté et présente des outils pour les enseignants. Une formation est reconnue. La circulaire affirme qu'il faut des professionnels formés et sensibilisés aux violences sexistes et sexuelles pour pouvoir travailler avec les élèves sur le respect du non consentement. S'il y a des partenaires extérieurs, ils doivent travailler en binôme avec l'Education nationale. Mais l'école maternelle a été exclue de cette circulaire. Aujourd'hui, l'éducation à la sexualité démarre à partir de 6 ans.

Dans ce contexte, le planning familial a mis en place une campagne positive sur l'éducation à la sexualité appelée « Stop Intox ». Nous avons travaillé sur des outils de communication à destination des parents pour leur expliquer le déroulement d'une séance d'éducation à la sexualité. Nous avons mis en avant l'outil Prodas avec lequel nous travaillons avec des petits qui est un programme de développement affectif et sexuel dans lequel est beaucoup travaillée la question des émotions, du respect de l'autre, etc.

Enfin, nous avons rédigé un référentiel « L'éducation à la sexualité : l'approche d'un mouvement émancipateur » qui explique quelles sont nos références et comment nous travaillons. Nous avons été soutenus dans cette campagne, beaucoup relayée sur les réseaux sociaux, par des radios nationales qui nous ont proposé de nous adresser en direct aux parents. Nous avons fait une lettre aux parents et nous travaillons avec les associations de parents d'élèves sur le plaidoyer autour de l'éducation à la sexualité. Enfin, nous avons fait une petite vidéo, disponible sur notre site, qui parle très simplement de l'éducation à la sexualité et des parents souvent mal informés.

Nous avons aussi beaucoup travaillé sur les idées reçues : il ne faut pas commencer l'éducation à la sexualité avec des enfants trop jeunes, ça apprend la masturbation, elle incite les jeunes à avoir des rapports sexuels trop tôt, etc.

SUISSE

Caroline JACOT-DESCOMBES, Santé Sexuelle Suisse

Notre organisation représente les centres de conseil en santé sexuelle, les centres de planning familial mais aussi les services d'éducation sexuelle et les associations de professionnels (éducateurs, éducatrices, conseillers, conseillères) en santé sexuelle. Notre vision est semblable à celle des interlocuteurs précédents, c'est-à-dire celle qui découle de l'IPPF. Notre mission se concrétise par des actions stratégiques dont la promotion de l'éducation sexuelle et à la santé sexuelle.

La question des droits est elle aussi fondamentale. Les droits sexuels, notamment rédigés par l'IPPF, nomment explicitement le droit à l'éducation. C'est aussi le meilleur vecteur pour apprendre l'ensemble des droits. Ils en ont fait un élément crucial de toute leur stratégie, l'éducation étant vraiment le pilier qui permet aux enfants, aux jeunes et aux adultes, quelle que soit leur situation, d'accéder à une santé sexuelle. Il faut évidemment établir des priorités. Nous orientons davantage l'éducation sexuelle dès les premiers âges de la vie jusqu'à la fin de l'adolescence et ensuite, en fonction des différentes situations et des besoins des personnes.

Peu de professionnels qui travaillent avec les enfants et les jeunes connaissent le contenu de l'éducation sexuelle. La première chose à affirmer était que cela n'allait pas de soi et que ce n'était pas si simple de faire de l'éducation sexuelle et tout le monde ne peut pas en faire. Ensuite, il fallait préciser que cela ne se bornait pas à un cours de biologie.

Pour expliquer ces deux choses, nous avons formé une alliance avec plus de septante organisations régionales et nationales de domaine différents : associations de parents, d'enseignants, de pédiatres, des sages-femmes, des travailleurs sociaux, des organisations qui luttent contre la violence, des organisations qui font la promotion des droits humains, etc. Nous les avons mis en réseau et nous organisons chaque année des ateliers.

Nous leur expliquons en prenant différents angles de vue, ce que cela signifie concrètement de faire de l'éducation sexuelle, que ce soit à l'école, dans la famille, dans les milieux parascolaires et de loisirs. Ce réseau a pris une certaine autonomie et il va lancer une campagne médiatique pour promouvoir une éducation sexuelle holistique dans la partie germanophone de la Suisse, là où l'éducation sexuelle est moins bien implémentée et moins systématique.

C'est un grand succès de voir que des jeunes se sont mis ensemble, ont fait des séances, ont imaginé des médias très créatifs (images, vidéos, visuels, slogan) pour diffuser leur frustration de ne pas avoir d'éducation sexuelle à l'école qui

corresponde à leurs besoins. L'école n'est pas assez adaptée à la diversité sexuelle. Les jeunes qui se disent non hétérosexuels s'informent bien plus sur Internet que via l'école ou leurs parents. Nous avons besoin que les jeunes s'expriment pour que les autorités publiques les entendent.

L'éducation sexuelle se base sur des standards européens qui ont été adaptés à la Suisse romande en fonction des pratiques et des concepts. Nous avons un pôle recherche qui est essentiel pour continuer à établir des faits, pour montrer les lacunes. La recherche scientifique nous est d'une grande aide. Pour cela, nous collaborons étroitement avec les hautes écoles et les universités suisses, pour établir quelles sont les perceptions de l'éducation sexuelle par les parents, les jeunes et par toutes les personnes qui donnent de l'éducation sexuelle à l'école. Cela pose la question de la cohérence autour de ces visions et manières de faire de l'éducation sexuelle.

Pour nous, le socle commun est celui des droits sexuels. Nous nous sommes rendus compte que certains droits sexuels sont tout à fait mis de côté. Par exemple, le droit à la responsabilité et à la réparation est la plupart du temps inconnu des professionnels ou ils n'en parlent pas parce qu'ils considèrent que cela véhicule une vision beaucoup trop négative de la sexualité. Cela pose la question de la cohérence d'une politique publique contre les violences sexuelles si on ne parle jamais aux jeunes de la notion de réparation.

L'éducation par les pair.es est importante pour une éducation sexuelle qui n'est pas pensée uniquement par des spécialistes. Nous suivons les recommandations de l'IPPF à savoir que l'éducation sexuelle est d'abord faite par des spécialistes et des enseignants et, ensuite, de manière complémentaire, on promeut l'éducation par les pair.es.

Au niveau des ressources, les deux cadres sur lesquels on se base ce sont les droits sexuels et les standards de l'OMS. Sur cette base, nous avons fait un cadre de référence avec l'ensemble des services cantonaux et des professionnels. Nous avons également établi un guide de référence par rapport à l'éducation par les pairs qui donne des éléments par rapport à la qualité de cette éducation. Dans le monde de l'éducation sexuelle, il y a énormément d'échanges entre les professionnels et les spécialistes, mais il y a peu de partage avec les principaux bénéficiaires que sont les enfants et les jeunes. Nous avons dû réaffirmer que c'était une approche importante et complémentaire de l'éducation sexuelle systématique à l'école.

Nous avons maintenant la chance d'avoir une reconnaissance nationale qui établit et définit la santé sexuelle. L'éducation à la santé sexuelle est l'un des cinq

pilliers de cette définition. Cela nous donne une légitimité pour promouvoir l'éducation sexuelle. Le problème se situe essentiellement au niveau financier dans les différents cantons puisque la Suisse est une fédération dans laquelle les compétences sont décentralisées. L'application dans les régions est donc très disparate malgré un accord national sur les cadres de référence. Nous devons donc convaincre les décideurs locaux, dans les régions et les cantons, pour mettre des ressources à disposition pour implémenter l'éducation sexuelle.

Edité par la FLCPF/CEDIF, décembre 2018.

Transcription et réalisation : Claudine CUEPPENS

© Tous droits de reproduction réservés.

D/2018/12.700/6

Editeur responsable : FLCPF Asbl – 34 rue de la Tulipe – 1050 Bruxelles



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



FLCPF-CEDIF

34 rue de la Tulipe – 1050 Bruxelles – 02 502 68 00

cedif@planningfamilial.net